

**Département de la Marne
Communauté de Communes des Paysages de la Champagne**

ARRETE DU PRESIDENT

**DELEGATION D'UNE PARTIE DES FONCTIONS DU PRESIDENT
AU SEPTIEME VICE-PRESIDENT**

Le Président de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-9,

Vu le procès-verbal d'installation du Conseil communautaire en date du 9 avril 2026 par lequel M. Didier DÉPIT a été élu Septième Vice-Président,

Considérant que le Président peut déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents, dans l'intérêt d'une bonne administration des services de l'EPCI,

Considérant la nécessité de confier délégation en matière d'économie et d'emploi,

ARRETE

Article 1 : Objet de la délégation

M. Didier DÉPIT, Septième Vice-Président, reçoit délégation de fonctions pour seconder le Président, dans ses fonctions relatives à l'économie et à l'emploi.

Article 2 : Délégation de signature

Dans le cadre des attributions définies à l'article 1, M. Didier DÉPIT est autorisé à signer :

- tous actes administratifs, décisions, courriers et documents relatifs aux matières déléguées ;
- les bons de commande, engagements de dépenses dans les domaines délégués ;
- toute correspondance nécessaire à la gestion des services concernés.

Article 3 : Délégation spécifique pour les actes notariés

Dans le cadre des compétences déléguées, M. Didier DÉPIT reçoit délégation à l'effet de représenter l'EPCI et de signer, au nom de celui-ci :

- tous actes notariés, notamment les actes d'acquisition, de cession, d'échange, de servitudes, de baux emphytéotiques ou autres droits réels ;
- tous documents préparatoires, promesses de vente, compromis, procurations et pièces nécessaires à la régularisation desdits actes.

Cette délégation s'exerce dans la limite des opérations préalablement autorisées par délibération du conseil communautaire ou par décision du Président prise dans le cadre de ses compétences.

Article 4 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Ampliation adressée à :

- M. le Sous-Préfet d'Épernay
- M. le Responsable du Service de Gestion Comptable d'Épernay, comptable de la collectivité.
- M. Didier DÉPIT

Fait à Dormans, le 16 avril 2026

Le Président
Régis COUTANT



Notifié au bénéficiaire de la délégation
Didier DÉPIT

*Le Président certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire.*

Affiché et notifié le 20 avril 2026

